

ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

Nombre de Conseillers :

En exercice : 48

Présents : 43

Séance du :

15 juin 2021

Date de publication :

23 juin 2021

L'an deux mille vingt et un, le quinze juin à dix heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 9 juin 2021, s'est réuni à la communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

PRESENTS :

MASQUELIER Frédéric - RACHLINE David - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - REGGIANI Jean-Paul - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - DELAUNAY KAIOMAR Françoise - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - PETRUS BENHAMOU Martine - JEANPERRIN Brigitte - LONGO Gilles - LEROY Carine - BARKALLAH Nassima - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - SARRAUTON Thierry - CREPET Sandrine - KARBOWSKI Ariane - BRENDLE Karen - BONNEMAIN Emmanuel - SERT Richard - MARTY Nicolas - RAMI Hafida - BLANC Sylvie - BOYER Max - GRILLET Maxime - CORDINA Pierre - PECOUL Christopher - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - TISSIER Ken .

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : BARBIER Jean-Louis donne procuration à PERONA Patrick - DEBAISIEUX Jean-François donne procuration à MASQUELIER Frédéric

NON REPRESENTES : FRADJ Laurence - POUSSIN Julien - CURTI Fabrice.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. PECOUL.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

*

**SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE
MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DU DOSSIER DE
MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE
VAR ESTEREL MEDITERRANEE**

*

- N° 92 -**AR Prefecture**

083-200035319-20210623-C_20210615_92-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

M. BOUDOUBE, Vice-Président, expose :

Le Schéma de Cohérence Territoriale Var Estérel Méditerranée, document d'urbanisme organisant le territoire pour les vingt années à venir, a été approuvé par délibération n°33 du Conseil communautaire en date du 11 décembre 2017 et a fait l'objet :

- d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 24 septembre 2018 visant à rectifier une erreur matérielle de cartographie du document d'orientations et d'objectifs plaçant le secteur du Fournel sur la commune de Roquebrune-sur-Argens en espace agricole structurant,
- d'une procédure de modification simplifiée n°2 engagée le 5 avril 2018 visant à rectifier une erreur du document d'orientations et d'objectifs relative à l'opération d'aménagement mixte commerces/logements du Colombier sur la commune de Fréjus mais qui n'a pas été poursuivie, et de fait, abrogée,
- d'une modification de droit commun n°1 approuvée le 25 mars 2021 visant à substituer une urbanisation nouvelle complémentaire à vocation économique dite du Pôle Safari au site d'urbanisation nouvelle complémentaire à vocation d'habitat Capitou Fréjus,
- d'une procédure de modification de droit commun n°2 visant à définir les modalités d'aménagement du périmètre de création et d'influence directe du nouvel itinéraire routier ou voie de délestage Fréjus le Colombier /Puget sur Argens A8 engagée le 5 décembre 2019.

La loi portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) promulguée le 23 novembre 2018 a modifié par son article 42 les dispositions du Code de l'Urbanisme issues de la loi Littoral.

Cet article confie aux SCoT le soin de dresser la liste des secteurs mentionnés à l'article L.121-8 al.2° du Code de l'Urbanisme.

L'article L. 121-8 du Code de l'Urbanisme modifié prévoit que « l'extension de l'urbanisation se réalise en continuité avec les agglomérations et villages existants. »

Les SCoT doivent donc désormais déterminer les critères d'identification des villages, agglomérations et autres secteurs déjà urbanisés et en définir la localisation en application de l'article L.121-8 du Code de l'Urbanisme.

L'objectif de la modification simplifiée du SCoT est de prendre en compte le volet « littoral » de la loi ELAN en :

- définissant et localisant les agglomérations et les villages dans lesquels s'applique la possibilité de réaliser une extension de l'urbanisation et sa densification,
- définissant et localisant les secteurs déjà urbanisés qui, situés hors de la bande des cent mètres et hors des espaces proches du rivage, peuvent connaître une densification à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement et d'implantation de services publics sans avoir pour effet d'étendre le périmètre bâti existant, ni de modifier de manière significative les caractéristiques de ce bâti,
- supprimant la notion de hameaux nouveaux intégrés à l'environnement (HNIE).

La loi ELAN autorise le recours à une procédure de modification simplifiée, à condition que la procédure soit :

- engagée avant le 21 décembre 2021,

soumise pour avis à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).

083-200035319-20210623-C-20210615_92-DE
Reçu le 21/06/2021
Publié le 23/06/2021

Le Président a initié, par arrêté n°9/2021 en date du 12 mai 2021, cette modification simplifiée visant à préciser les modalités d'application des dispositions de la loi Littoral modifiée par la loi ELAN.

La présente délibération a pour objet de définir les modalités de concertation avec le public.

Le Code de l'Urbanisme précise que la modification simplifiée prévue aux articles L.143-37 à L.143-39 ne requiert qu'une mise à disposition du public, durant un mois, du projet de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, des avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 à L.132-9.

A la suite de cet exposé,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.143-37 à L.143-39 et L.121-3 et L.121-8,

VU la loi 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, et notamment son article 42,

VU la délibération n°33 du Conseil communautaire en date du 11 décembre 2017 ayant approuvé le SCoT Var Estérel Méditerranée,

VU la délibération n°48 du Conseil communautaire en date du 24 septembre 2018 approuvant la modification simplifiée n°1 du SCoT,

VU l'arrêté n°2019/14 du 5 décembre 2019 du Président de la CAVEM engageant la procédure de modification de droit commun n°2 du SCoT,

VU la délibération n°48 du Conseil communautaire en date du 25 mars 2021 approuvant la modification de droit commun n°1 du SCoT,

VU l'arrêté N°9/2021 en date 12 mai 2021 du Président d'Estérel Côte d'Azur Agglomération prescrivant la modification simplifiée du SCOT,

CONSIDERANT que la modification du SCoT en vue de la prise en compte de la Loi ELAN relève d'une procédure de modification simplifiée, engagée en application des articles L. 143-37 à L. 143-39 du Code de l'urbanisme,

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 143-38 du Code de l'Urbanisme, que le projet de modification sera notifié au préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées,

CONSIDERANT que pour la mise en œuvre de cette procédure, il appartient au Conseil communautaire de délibérer sur les modalités de concertation adaptées à l'importance des modifications projetées,

VU l'avis de la commission des assemblées,

Le Conseil communautaire est invité à :

DECIDER que les pièces du dossier de modification simplifiée n°2 du SCOT, ainsi qu'un registre d'observations à feuillets non mobiles, seront mis à disposition du public et consultables durant un mois, du lundi 13 septembre 2021 au mardi 12 octobre 2021 :

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C-20210615-93-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

- au siège d'Estérel Côte d'Azur Agglomération, Bâtiment A, situé au 624 Chemin Aurélien, 83700 Saint-Raphaël, aux jours et heures d'ouverture au public, à savoir du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.
- à la mairie de Fréjus, place Jules Formigé, service urbanisme, 83600 Fréjus, du lundi au vendredi de 09h00 à 13h00.
- à la mairie de Saint-Raphaël, service urbanisme, 26 place Sadi Carnot, 83700 Saint-Raphaël, aux jours et heures d'ouverture au public à savoir du lundi au jeudi, de 8h à 12h et de 13h30 à 17h et le vendredi 8h à 12h et de 13h30 à 16h30.
- à la mairie d'honneur de Roquebrune sur Argens, place Germain Ollier, 83520 Roquebrune-sur-Argens, aux jours et heures d'ouverture au public, à savoir du lundi au jeudi de 8h à 12h et de 13h30 à 17h, le vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 16h30,

Le dossier sera également consultable sur les sites Internet :

- d'Estérel Côte d'Azur agglomération : <http://www.cavem.fr>
- de la ville de Fréjus : <http://www.ville-frejus.fr/>
- de la ville de Roquebrune-sur-Argens : <http://www.roquebrune.com/>
- de la ville de Saint-Raphaël : <https://www.ville-saintraphael.fr/>

Les remarques et observations pourront être transmises pendant cette période :

- sur les registres papier mis à disposition du public au siège d'Estérel Côte d'Azur Agglomération et en mairie des 3 communes concernées,
- par courrier adressé à M. le Président d'Estérel Côte d'Azur Agglomération, « Modification simplifiée n°2 du SCoT », 624, Chemin Aurélien, CS 50133, 83707 SAINT RAPHAËL Cedex,
- par courriel à l'adresse : scot.enquete-publique@cavem.fr avec la mention « modification simplifiée n°2 du SCoT ».

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition par un avis publié dans le quotidien et journal d'annonces légales Var Matin et par voie d'affichage au siège d'Estérel Côte d'Azur Agglomération, à la mairie de Fréjus, à la mairie de Roquebrune-sur-Argens et à la mairie de Saint-Raphaël.

Il est rappelé qu'à l'issue de la mise à disposition, le Président présentera le bilan devant le Conseil communautaire qui pourra se prononcer sur le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations du public.

AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PREVOIR l'inscription des dépenses correspondantes en section de fonctionnement du budget principal de l'exercice courant.

Monsieur le Président invite le Conseil communautaire à délibérer.

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_92-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

LE CONSEIL,

APRES avoir entendu l'exposé de **M. BOUDOUBE, Vice-Président,**
ET A LA DEMANDE de M. LE PRESIDENT,
APRES en avoir délibéré,

À L'UNANIMITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS, ADOPTE LE RAPPORT PRÉSENTÉ.

FAIT et **DELIBERE** en séance les jours, mois et an que dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président

Frédéric MASQUELIER

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_92-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021